

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,
RURAUX ET FORESTIERS**
(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)
(25 mars 1996)

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,
Journal officiel du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 25 DU 10 JUIN 2013

NOR : *AGRS1397190M*
IDCC : 8912

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La FGTA FO du Languedoc-Roussillon ;

La CFTC-Agri ;

La FGA CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au chapitre VIII « Retraite complémentaire et prévoyance », l'article 39 « Régime de prévoyance et décès » est modifié comme suit :

« Quel que soit le type de son contrat de travail au regard de sa durée indéterminée ou déterminée, tout salarié relevant de la présente convention collective – sauf les cadres, qui doivent être affiliés à la CPCEA – bénéficie du régime de prévoyance collectif défini ci-après et dont la gestion est confiée à Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8.

En cas d'incapacité de travail pour maladie ou accident, le salarié justifiant de 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise bénéficie :

- à compter du 8^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du premier jour d'arrêt de travail, en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle,

d'une garantie incapacité de travail permettant le maintien de 90 % de son salaire brut pendant une durée maximale de 1 095 jours.

Le taux de cette garantie incapacité est porté à 0,91 % du salaire brut.

Barème des cotisations prévoyance au 1^{er} janvier 2014

(En pourcentage.)

	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TOTAL
Décès	0,20	0,20	0,40
Garantie incapacité temporaire (mensualisation ou garantie légale)	0,50	-	0,50
Garantie conventionnelle	0,27	0,14	0,41
Garantie incapacité permanente	0,02	-	0,02
Assurance charges sociales patronales non soumise à la CSG et à la CRDS	0,26	-	0,26
Total	1,25	0,34	1,59

Les autres dispositions de l'article 39 sont inchangées.

Article 2

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité territoriale de l'Hérault, de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

Article 3

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} janvier 2014 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur le premier jour du mois civil qui suit la publication de cet arrêté d'extension.

Fait à Montpellier, le 10 juin 2013.

(Suivent les signatures.)